

Brochure n° 3052

Convention collective nationale

IDCC : 1996. – **PHARMACIE D'OFFICINE**
(16^e édition. – Mai 2003)

AVENANT DU 12 AVRIL 2006

À L'ACCORD DU 3 DÉCEMBRE 1997 RELATIF AU DÉVELOPPEMENT
DU PARITARISME ET FINANCEMENT DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

NOR : *ASET0650691M*

IDCC : *1996*

Entre :

L'union nationale des pharmacies de France ;

L'union des syndicats de pharmaciens d'officine,

D'une part, et

La fédération nationale des industries chimiques CGT ;

La fédération nationale de la pharmacie Force ouvrière (FO) ;

La fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT,

D'autre part,

EXPOSÉ

Vu la convention collective nationale de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997, étendue par arrêté du 13 août 1998, ensemble l'accord collectif national du 3 décembre 1997 relatif au développement du paritarisme et au financement de la négociation collective dont il forme partie intégrante, accord instituant un fonds national pour le développement du paritarisme et le financement de la négociation collective dans la pharmacie d'officine (ci-après désigné le FNDP) ;

Prenant en compte la reconnaissance de la représentativité de l'union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO) par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement dans le cadre de la convention collective nationale susvisée ;

Prenant acte de la déclaration d'adhésion de l'USPO à la convention collective nationale de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997, ensemble aux accords collectifs étendus dans la chambre professionnelle ;

Désireuses, dans le respect du principe de parité entre organisations syndicales de salariés et organisations syndicales patronales, de modifier la composition du conseil d'administration du FNDP mentionné à l'article 7 de l'accord collectif national du 3 décembre 1997 susvisé, compte tenu de la situation nouvellement créée par la reconnaissance de représentativité de l'USPO,

les parties signataires sont convenues, dans le cadre du présent avenant, de ce qui suit :

Article 1^{er}

L'alinéa 1^{er} de l'article 7 (gestion paritaire) de l'accord collectif national du 3 décembre 1997 est modifié comme suit :

« Le fonds est géré par un conseil d'administration composé de 15 membres représentant les organisations syndicales représentatives des salariés, à raison de 3 représentants par organisation syndicale d'une part et de 15 membres appartenant aux 3 organisations syndicales représentatives des employeurs d'autre part. »

Article 2

Le troisième alinéa, relatif au suppléant, de l'article 9 (désignation des membres du conseil d'administration) de l'accord collectif national du 3 décembre 1997 est supprimé.

Article 3

1. A l'article 10 (présidence) de l'accord collectif national du 3 décembre 1997, le mot « présidence » est, dans le titre, remplacé par le mot « bureau ».

2. Au même article, il est ajouté un quatrième alinéa ainsi rédigé :

« Le secrétaire est désigné par les membres du collège auquel appartient le président. Le secrétaire adjoint est désigné par les membres du collège auquel n'appartient pas le président. »

Article 4

Le présent avenant prend effet à la date de sa conclusion et sera présenté à l'extension à la demande de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 12 avril 2006.

(Suivent les signatures.)